

*L'Adresse—M. St. Germain*

que l'ingérence, la mauvaise gestion et la négligence malhonnête du gouvernement sont à l'origine de nos problèmes actuels. Toutefois, leur colère a stimulé leur résolution de faire changer les choses. Ils veulent en finir avec l'instabilité. Ils veulent mettre fin à la corruption. Ils veulent réparer le mal qui a été fait et rétablir la confiance dans notre régime gouvernemental.

Voilà pourquoi je siége à la Chambre. Le 29 août, les électeurs de Mission-Port Moody ont manifesté leur désir de voir les choses changer. En fait, c'est le 29 août, dans Mission-Port Moody, qu'est née la vague de changement qui va secouer le Canada tout entier. Les Canadiens ne veulent plus sacrifier leurs possibilités. Ils connaissent le potentiel de notre pays et ils vont nous débarrasser du gouvernement qui nous a empêchés de développer ce potentiel.

Le potentiel de Mission-Port Moody réside dans les industries primaires qui ont toujours fait la prospérité du Canada—les forêts, les pêches, l'agriculture. Ce sont aussi ces secteurs qui ont été le plus durement touchés au cours des trois dernières années. Le gouvernement d'en face ne s'est tout simplement pas occupé de ces secteurs essentiels. Au lieu de prendre d'importantes décisions en vue de préserver nos stocks de poisson, de reboiser nos forêts et de permettre à nos agriculteurs de survivre, le gouvernement a, par sa négligence, mis ces industries de ressources dans le pétrin. Le discours du trône prouve que le gouvernement continuera de négliger l'important secteur primaire. Ce discours, qui est censé être le plan d'action du gouvernement pour l'avenir, ne fait que mentionner brièvement les industries de ressources qui ont édifié notre pays, généré notre richesse et assuré notre niveau de vie élevé.

Au sujet des pêches du Pacifique à l'agonie, le gouvernement dit qu'il faut se pencher sur les problèmes de ce secteur; rien de plus précis. Il n'y a rien qui puisse redonner espoir aux pêcheurs de ma circonscription, qui se sont réunis en conférence le mois dernier afin de s'organiser un programme de survie. Pendant ce temps-là, le rapport de la Commission Pearce, bon ou mauvais, traîne sur les tablettes, car le gouvernement refuse de donner suite aux recommandations de M. Pearce. Il ne fait que continuer à fermer les yeux sur la situation lamentable des pêcheurs de la côte ouest.

On peut en dire autant pour l'industrie forestière qui est d'une importance vitale, et pour Mission-Port Moody et pour l'ensemble du pays. Cette industrie est de loin le plus grand employeur de ma région. Nous avons 45 scieries. Les usines de pâtes et papiers, les fabriques de bardeaux, les pépinières et les autres entreprises tertiaires créent des emplois et de la richesse dans ma circonscription et ces activités ont des effets d'entraînement sur toute notre économie.

Le gouvernement n'ignore pas que les forêts ne sont pas comme les mines, qu'on peut les reboiser. C'est notre ressource renouvelable la plus importante et pourtant on n'a rien fait pour qu'elle profite aux prochaines générations. Nos forêts commencent peu à peu à se dégarnir. Et on ne fait pas de reboisement parce que le gouvernement en face n'arrive pas à s'entendre avec les provinces, parce qu'il n'arrive pas à comprendre que nos forêts sont une ressource à la fois fédérale et provinciale. Elles sont comme une grande exploitation agricole qui finira par être totalement déserte si on ne la cultive pas.

On a parlé, dans le discours du trône, d'un organisme fédéral qui serait chargé de la conservation de nos forêts, mais

qu'est-il arrivé des 130 millions de dollars que le ministre chargé du Service canadien des forêts avait promis aux provinces l'année dernière? Où cet argent est-il passé? A-t-il fondu comme neige au soleil? Il est disparu en tout cas. Il ne faudrait que 4 p. 100 des recettes forestières pour reboiser nos forêts. Et on créerait 100,000 emplois en ensemençant les régions exploitées. L'industrie forestière pourrait prospérer et assurer du même coup aux Canadiens un haut niveau de vie.

Le gouvernement pourrait aussi en profiter pour financer la recherche et le développement dans le domaine des nouveaux produits forestiers. Pour tirer le meilleur parti possible de nos forêts, il faut trouver le moyen de produire davantage à partir d'un simple billot de bois. On commence, par exemple, à se rendre compte que notre industrie du contreplaqué est désuète. Le coût de revient du bois de placage est beaucoup trop élevé. Et il se gaspille énormément de bois dans les usines de pâtes et papiers. C'est un fait et le jour où nous aurons perdu l'industrie du contreplaqué, nous n'aurons rien pour la remplacer. Grâce à la nouvelle technologie, nous pourrions produire du carton gris, des panneaux durs à base de résine et d'autres produits à partir des déchets du bois. Si nous n'appliquons pas la nouvelle technologie au secteur primaire et si nous n'adoptons pas de nouvelles méthodes d'exploitation industrielle, les industries forestières vont mourir lentement, mais sûrement. Et si jamais pareille chose arrivait, nous aurons des centaines de milliers de chômeurs de plus. C'est tout le pays qui s'en ressentira. Et c'est pourtant une éventualité que le gouvernement refuse toujours d'envisager.

Pourquoi alors le gouvernement n'a-t-il tenu aucun compte des industries qui dépendent du secteur primaire dans l'Ouest du Canada? Pourquoi s'en est-il pris à l'industrie pétrolière et gazière? Pourquoi a-t-il aussi mal administré les pêches de la côte ouest? La solution réside dans l'attitude du gouvernement vis-à-vis du Canada. Notre pays doit sa réussite à la liberté dont nous disposons pour réaliser nos espoirs et nos rêves individuels. L'unité ne peut pas nous être imposée par l'État. Nous devons tous travailler pour y parvenir. Voilà ce qu'est le Canada. Les Canadiens veulent être traités équitablement quelle que soit la région du pays où ils vivent. Ils veulent disposer des mêmes possibilités et des mêmes chances. Ils sont unis par l'objectif commun qui animait nos ancêtres, celui de survivre dans une terre sauvage et de réussir grâce à leur labeur.

• (1650)

Nous nous sommes unis par nécessité. Nous formons une confédération simplement parce que chaque région du pays a quelque chose à offrir. Chaque région offre des possibilités. Chaque région offre des ressources. Le Canada est une confédération de régions et non un regroupement d'intérêts particuliers.

Le gouvernement considère le Canada comme un pays formé de groupes différents. Il traite chaque région ou chaque groupe différemment selon ce que lui dictent ses intérêts politiques. Il manœuvre les différents groupes. Il dorlotte certaines régions tandis qu'il en néglige d'autres, selon les résultats obtenus aux élections. L'unité nationale n'est qu'une théorie abstraite que le gouvernement cherche à imposer quand tout le reste échoue.